

France-Toulouse: Video equipment

OJ S 193/2023 06/10/2023

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)

Postal address: Etablissement de Toulouse - 18, avenue Edouard Belin

Town: Toulouse cedex 9

NUTS code: FRJ23 Haute-Garonne

Postal code: F-31401

Country: France

Contact person: <https://marches.cnes.fr>

E-mail: marielle.caranana@cnes.fr

Telephone: +33 0561281705

Fax: +33 0561281404

Internet address(es):

Main address: <http://www.cnes.fr>

Address of the buyer profile: <https://marches.cnes.fr>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.cnes.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Body governed by public law

I.5. Main activity

Other activity: Recherche-développement scientifique

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

SAMI- Système d'Affichage sur Mur d'Images

Reference number: ORAILI202302877

II.1.2. Main CPV code

32323300 Video equipment

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

Le Centre Spatial Guyanais (CSG) dispose d'un mur d'images au sein de son Bureau de Coordination Sauvegarde

(BCS) pour le suivi visuel des activités de la base.

Or les équipements (contrôleurs et écrans) qui le composent ne sont plus fabriqués ni commercialisés par le constructeur (EYEVIS).

La maintenance du mur n'est donc assurée que par le stock de pièces de rechange disponibles au CSG qui, sur

certaines référence (écrans), arrive à épuisement.

Il est donc nécessaire de renouveler rapidement ces moyens par un nouveau système d'affichage doté

d'équipements de dernière génération avec une disponibilité de pièces garantie à moyen/long terme.

De plus, le CSG désire harmoniser les moyens d'affichage de la Salle de Crise et du PC Sécurité en installant un

nouveau mur d'images dans chacune de ces salles.

Ce projet a donc pour objectif de :

- Renouveler le mur d'images du BCS
- Installer un nouveau mur d'images en salle de crise
- Installer un nouveau mur d'images au PC Sécurité

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRY3 Guyane

II.2.4. Description of the procurement

Le projet SAMI s'inscrit dans un programme de plus grande envergure portant sur la rénovation du complexe de

crise du Centre Technique du Centre Spatial Guyanais. Ce programme porte sur :

- La rénovation de l'affichage vidéo en la salle de crise
- La rénovation des murs d'images BCS (salle de conduite + extension)
- La rénovation du PC Sécurité
- La rénovation de la Salle de Crise.

Le périmètre du projet SAMI porte uniquement sur la rénovation des murs d'images BCS et la création de mur

d'images en Salle de Crise et au PC Sécurité.

L'architecture globale SAMI sera composée :

- D'équipements de visualisation (écrans composant les murs d'images)
- D'équipements de gestion (contrôleurs des murs)
- D'équipements de pilotage des murs d'images (PO et/ou Tablette)
- D'équipements d'interface avec les systèmes vidéos existants (Encodeurs/Décodeurs vidéo)
- D'un équipement d'administration (PO d'admin)

Dans le cadre du contrat, la responsabilité du Contractant porte principalement sur :

- La gestion de projet,
- Les études de définition,

- La sélection des équipements
- L'approvisionnement et la fourniture du matériel,
- La constitution et la fourniture de la documentation,
- La recette usine,
- L'installation et la qualification sur site,
- La garantie matériel et logiciel.

L'attention des candidats est attirée sur les contraintes de politique industrielle qui demandent de privilégier des produits et des prestations réalisées par des sociétés européennes appartenant à des pays membres de l'Agence Spatiale Européenne (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

Par ailleurs, dans le cadre de cet approvisionnement, afin de répondre aux exigences de retour géographiques attendues et exprimées ci-dessous, l'organisation industrielle proposée devra privilégier autant que possible les produits et services réalisés par des sociétés européennes ressortissantes des Etats Membres de l'ESA suivants :

Groupe 1 : Allemagne, Autriche, Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Royaume-Uni, Suède : Min. 65% - Max. 100%

Groupe 2 : Belgique, Espagne, France, Italie, Portugal, Roumanie, Suisse : Min. 0 - Max. 35%
Autres non ESA : Min. 0 - Max. 10%

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 36

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

- Support aux essais CNES
- Extension de garantie
- Compatibilité 4K

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

Consultation européenne avec publication conformément aux articles L2500 et suivants du Code de la Commande Publique.

Durant cette première phase d'appel à candidature, il est attendu de la part des candidats uniquement la remise au CNES d'un dossier complet de candidature répondant aux conditions identifiées à la section III du présent avis de marché.

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

1. une lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; l'équivalent européen du formulaire DC1, document unique d'achat européen (ESPD), peut être consulté ici <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=en> ;
2. la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
3. une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 11 du Code de la Commande Publique (articles accessible sur le site www.legifrance.gouv.fr) ;
4. un document relatif au pouvoir des personne(s) habilitée(s) à engager le candidat.
5. les personnes qui se portent candidates ainsi que celles qui sont membres d'un groupement ne doivent pas faire l'objet d'une interdiction de soumissionner listée aux articles L.2141-1 à 5 du Code de la Commande Publique identifié ci-avant.
<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000037703589/>

Conditions de participation

Le lancement d'une procédure de marché n'implique pas, pour le CNES, l'obligation d'attribuer un marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature et du fait qu'il disposera des capacités de ces opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux exigés dans le présent avis ainsi qu'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant qu'il dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Pour les candidatures multiples, un candidat n'a pas la possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1) En qualité de candidat individuel et de cotitulaire d'un ou plusieurs groupement
- 2) En qualité de cotitulaire de plusieurs groupements

Si le candidat se présente en groupement d'entreprises :

Il précise le caractère du groupement, soit groupement conjoint, soit groupement solidaire.

- Il indique qui est le mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations.
- Il apporte toutes les informations relatives aux habilitations à représenter le groupement lors de la procédure de mise en concurrence afin de déterminer si le mandataire est habilité à signer la candidature et l'offre, ou

si l'ensemble des membres du groupement signe la lettre de candidature et l'offre du groupement.

- Chaque membre du groupement produit à l'appui de la candidature du groupement l'ensemble des éléments demandés ci-dessus. Les documents officiels délivrés par une autorité publique ou une institution publique indispensables à l'établissement du contrat seront fournis dans la langue originale et traduits en français.

- Le dossier de réponse à l'appel à candidature sera rédigé en français ou en anglais.

Le dossier de candidature doit être structuré en 2 parties.

Partie 1 :

Elle regroupera les éléments d'ordre administratif, économiques et financiers ainsi que les renseignements concernant la situation propre du Candidat demandés ci avant.

Les pièces fournies (justificatifs, certificats, ...) doivent être numérotées dans l'ordre et rassemblées sous forme d'un fascicule ne comprenant ni publicité, ni document ancien ou périmé.

Le candidat peut utiliser en les complétant les documents DC1 et DC2 disponibles sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, accessible sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Partie 2 :

Elle présentera les capacités de management, organisation et techniques du Candidat, justifiées par ses références professionnelles des 3 dernières années.

S'il le souhaite, le candidat liste les documents remis à l'appui de sa candidature.

III.1.2. Economic and financial standing

Minimum level(s) of standards possibly required:

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s):

- la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services objets du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels,
- les bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi,
- la déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

III.1.3. Technical and professional ability

Minimum level(s) of standards possibly required:

1. Un mémoire (maximum 10 pages) présentant l'organisation industrielle que le candidat envisage de mettre en place,
2. Une note (40 pages maximum, annexes non comprises) justifiant :
 - a. Les capacités de chaque entreprise à réaliser les prestations qui lui sont demandées et ses références en matière de travaux récents réalisés pour des prestations comparables,
 - b. Le(s) type(s) de solution(s) technologique(s) envisagé(s) par le candidat,
 - c. La démonstration de références significatives dans la conception et le déploiement de murs d'images dans des contextes opérationnels et sensibles,

Le CNES se réserve le droit de vérifier toutes les références listées par le candidat. A ce titre, le candidat doit spécifier un point de contact approprié à cet effet.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.5. Information about negotiation

The contracting authority reserves the right to award the contract on the basis of the initial tenders without conducting negotiations

IV.1.8.

Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 03/11/2023 Local time: 11:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 12 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Lien publication ESA-STAR :

<https://esastar-publication-ext.sso.esa.int/nonEsaTenderActions/details/13176>

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal Administratif

Postal address: 68, rue Raymond IV BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du Tribunal Administratif

Postal address: 68, rue Raymond IV BP 7007

Town: Toulouse

Postal code: 31068

Country: France

E-mail: greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Telephone: +33 562735757

Fax: +33 562735740

Internet address: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

02/10/2023